

Financement des travaux de la route Ségbana-Kandi-Banikoara-Kérérou-Porga Le ministre Zul Kifl annonce la table ronde des bailleurs de fonds sur le dossier

Le ministre d'Etat chargé de la Planification et du Développement Zul Kifl Salami s'est entretenu vendredi 26 août 2005 avec les élus locaux et présidents des associations du développement des communes de Kandi, Banikoara et Ségbana. L'objectif de la rencontre qui a eu pour cadre la salle de conférence du ministère était pour le ministre d'Etat d'informer ces élus locaux et présidents d'association de développement de l'avancement du projet de construction et de bitumage de la route frontière Nigeria-Ségbana-Kandi-Banikoara-Kérérou-Porga et de la tenue prochaine de la table ronde des bailleurs de fonds sur le projet.



Le ministre Zul Kifl déjà sûr de trouver le financement du projet

Le projet de construction et de bitumage de la route inter-Etats quittant la frontière du Nigeria pour la frontière Burkina-Faso en passant par Ségbana, Kandi, Banikoara, Kérérou et Porga rentre très prochainement dans sa phase de réalisation et les populations des localités sus-indiquées peuvent déjà pousser un ouf de soulagement. C'est ce qu'a partagé vendredi dernier le ministre d'Etat chargé de la Planification et du Développement,

Zul Kifl Salami assisté de son homologue des Travaux Publics, Christiane Omitchessan, avec les maires et les présidents d'associations de développement des localités. Longue de 224,98 km, cette route dont les travaux de construction et de bitumage sont estimés à 45 milliards F Cfa (en 2004) est divisée en quatre tranches. La tranche 1 : Burkina Faso-Banikoara fait 54 km tandis que la tranche 2 qui va de Banikoara à Kandi fait

69 km. La section 3 de Kandi à Ségbana mesure 94,5 km et la dernière qui va de Ségbana à la frontière Bénin-Nigeria fait 11 km. Le financement de la tranche 2 à hauteur de 14 milliards F Cfa est déjà bouclé et va être assuré par le Fonds européen pour le développement, a informé le ministre des Travaux Publics. Et c'est justement pour régler définitivement le cas des trois tranches restantes qu'il se tient à Cotonou les 28, 29 et 30 septembre 2005, la table ronde des bailleurs de fonds, a renchérit le ministre Zul Kifl Salami. En effet, dit-il, le gouvernement a déjà mené d'importantes démarches qui rassurent de l'accord favorable des bailleurs de fonds qui n'ont d'ailleurs pas marchandé leur disponibilité à tenir leur table ronde à Cotonou. Dans une élocution séduisante qu'on lui connaît, le ministre a évoqué les avantages, l'importance de cette infrastructure routière pour le développement du Bénin et le renforcement du processus de l'intégration sous-régionale. Aussi, les élus locaux et présidents d'associations de développement des localités bénéficiaires du projet n'ont-ils pas caché leur joie de voir enfin le projet aboutir. Mais qu'il abouisse dans les meilleurs délais pour combler des attentes qui n'ont que trop duré.

Firmin Gbèkan

Echéances présidentielles de 2006

Fagbohoun rejette la candidature de Alaza et de Sènou

Le bureau politique national du Mouvement africain pour la démocratie et le progrès (Madep) s'est réuni le mercredi 24 août 2005 au domicile de son président Séfou Fagbohoun à Cotonou. Au cours de la rencontre élargie aux candidats qui ambitionnent la magistrature suprême, Séfou Fagbohoun s'est opposé catégoriquement à l'organisation des élections primaires dans son parti et a montré que le seul candidat du Madep aux élections de 2006 demeure Antoine Kolawolé Idji.

Le Mouvement africain pour la démocratie et le progrès ne fera pas d'élections primaires avant de choisir son candidat à l'élection présidentielle de 2006 et il n'y aura pas un autre candidat à ces élections en dehors du président de l'Assemblée nationale actuel Antoine Kolawolé Idji. C'est ce qui ressort de la réunion de crise dirigée en personne par Séfou Fagbohoun. A la rencontre qui a pris fin le jeudi au petit matin, Séfou Fagbohoun a simplement imposé la candidature de Kolawolé Idji aux participants. Dans ses arguments, il a montré que ce choix ne date pas d'aujourd'hui. C'est selon lui, au lendemain des législatives qui ont consacré la brillante élection de l'ancien ministre des Affaires Etrangères du général Mathieu Kérékou au perchoir que le Madep a décidé de le positionner pour les présidentielles de 2006. Fagbohoun a aussi expliqué entre autres aux participants qu'à l'étape actuelle des choses, le président Kolawolé Idji est au sein du Madep, celui qui plus de visibilité et aura indispensable pour affronter efficace-

ment les autres candidats. Pour lui, plus aucune situation ne pourra empêcher Kolawolé Idji d'être le candidat du Madep. C'est au cours de la rencontre que Fagbohoun a renoncé à son voyage du week-end dernier dans le département de la Donga. Une délégation a été mobilisée pour assister le député Alaza Lamatou qui faisait une messe d'action de grâce là-bas et en à profiter pour discuter avec les rebelles et préparer le grand rassemblement du samedi 03 septembre 2005 autour des

rois de la localité. Le dimanche 04 septembre 2005, à Cotonou, le candidat Antoine Kolawolé Idji sera officiellement investi au cours d'une grande cérémonie. Il faut préciser que l'honorable Assan Séibou lui, était hier avec les notables, sages l'imam et les femmes de Copargo. La rencontre a débouché sur une séance de prière et de bénédiction pour le candidat Idji qui va pour la première fois à une élection présidentielle.

Jean-Christophe Houngbo (BR/Ouémé-Plateau)

Sènou à la recherche d'une base

M. Richard Sènou veut être dans la course aux élections présidentielles de 2006 avec ou sans le soutien du Madep. Après la réunion de crise du mercredi dernier, il s'est rabattu sur les populations de la vallée pour se repositionner. C'est un homme d'affaires, fondateur d'un complexe scolaire qui s'est chargé de lui prendre les contacts nécessaires. A la rencontre convoquée à cet effet, le samedi 27 août 2005 à Dangbo, plusieurs partis étaient représentés. La rencontre a pris fin par une séance de synthèse suivie de déjeuner à Akpro-Misséré. Outre Richard Sènou, il y avait le député démissionnaire Madep Aboubacar Baparapé, Paul Martial Tevédjèrè, les sages, notables et quelques élus locaux conduits par le premier adjoint au maire de Dangbo, M. Soulé Tikada.

Jean-Christophe Houngbo (BR/Ouémé-Plateau)

Lancement du Mouvement Conscience citoyenne Du soutien à Me Houngbédji en mars 2006

Le Mouvement Conscience citoyenne a été lancé le samedi 26 août 2006 à l'hôtel Alédjo pour susciter et soutenir la candidature de Me Adrien Houngbédji à l'élection présidentielle de 2006.

Le président du Parti du renouveau démocratique (Prd) Me Adrien Houngbédji, candidat non déclaré à l'élection présidentielle de 2006 reçoit du soutien. Un mouvement a été lancé le samedi 26 août 2005 à l'hôtel Alédjo non seulement pour susciter sa candidature pour cette importante échéance de 2006, mais aussi pour le porter à la magistrature suprême. Il s'agit du Mouvement Conscience Citoyenne présidé par M. Moukaram Badarou et qui est un creuset de réflexions, de propositions et d'actions en vue de participer qualitativement à la gestion du Bénin. Le choix de Me Houngbédji a été opéré

après d'après discussions entre les membres du bureau exécutif national de ce Mouvement, élargi aux présidents des comités départementaux et des commissions techniques pour plusieurs raisons, a indiqué M. Badarou. Me Houngbédji dispose d'expériences pour préserver les acquis du Renouveau démocratique. Il est épris de paix, intègre et patriote. Il a des relations utiles au développement, il a une parfaite connaissance de la vie politique béninoise et il est le meilleur trait d'union entre l'ancienne et la nouvelle génération. Telles sont quelques unes des qualités de Me Houngbédji énumérées par le président du

Mouvement conscience citoyenne et qui ont milité en sa faveur. « L'élection présidentielle de 2006 constitue un virage qu'il faut aborder avec une attention particulière comme dans un champ de mines où le second pas peut être le dernier. Cette échéance sera déterminante car il ne sera pas facile, malgré tout ce qui se dit ici et là de succéder à son excellence le Général Mathieu Kérékou », a prévenu M. Badarou qui a ajouté que seul Me Adrien Houngbédji peut impulser le changement dans la continuité.

Boubacar Boni Bio

Présidentielles 2006 dans le Mono

Les militants Ipd d'Athiémé se mobilisent derrière Yayi Boni

Le Bureau communal du parti Impulsion pour la démocratie (Ipd) d'Athiémé a présenté publiquement, samedi 27 août 2005, à ses militants de ladite commune leur candidat pour l'élection présidentielle de 2006. C'est la maison Ayinan du quartier Adohoun-Kpodji dans la commune d'Athiémé qui a servi de cadre à cette présentation officielle du candidat de l'Ipd. « Notre candidat pour les élections prési-

dentielles de 2006, c'est Dr Yayi Boni », telle a été la déclaration du président du bureau communal Ipd à Athiémé M. Louis A. Bessan devant ses nombreux militants le samedi dernier à Adohoun-Kpodji. En expliquant aux militants les raisons qui ont poussé le bureau national Ipd à leur proposer Yayi Boni, le Président précise que ce candidat est un homme de paix qui œuvre déjà pour le dévelop-

pement économique du Bénin. En tout cas c'est un cadre pour le changement. Notons que c'est avec une grande joie que les militants Ipd de la Commune d'Athiémé ont reçu ce message samedi dernier. En retour, ils ont décidé de sensibiliser tout le Mono afin que Yayi Boni soit élu Président en 2006.

Gaétan Nato (Collaboration)

Programme national de lutte contre les affections bucco-dentaires

Faire connaître à fond le Noma aux agents de santé Mono/Couffo

Une quarantaine d'agents de santé environ à savoir médecins, infirmiers, sages-femmes des départements du Mono et du Couffo, se sont amplement formés du jeudi au vendredi dernier sur la détection et la prise en charge de la maladie de la Noma. C'est la salle de conférence du Centre Hospitalier Départemental (CHD) du Mono à Lokossa qui a servi de cadre à cette formation durant deux jours. Organisée par le programme national

de lutte contre les affections bucco-dentaires du ministère de la santé publique, cette formation a pour but principal de faire connaître à fond à ces agents de santé le Noma qui est une affection poly-infectieuse, gangréneuse à point de départ bucco-dentaire. Il débute par une ulcération grave des gencives qui détruisent rapidement les tissus mous et durs de la bouche et du visage. Pour la Coordinatrice du Programme

national de lutte contre les affections bucco-dentaires, Dr Armahde Gandjeto-Guézojé, le Noma est consécutif à une malnutrition sévère, à des maladies infectieuses notamment la rougeole, intervenant dans des conditions d'extrême pauvreté. Notons que cette maladie est provoquée par un ensemble de microbes appelé le fuso-bactérium nécroforum.

G.N (Collaboration)

Salubrité dans le Mono

La mairie de Lokossa mobilise les groupements féminins pour le JMES

La Mairie de Lokossa se sert de ces multiples groupements féminins pour organiser la Journée mensuelle pour un environnement sain (Jmes) Elles étaient plus de deux cent femmes armées de coupe-coupe, houe, rateau, panier et balais à nettoyer les principales rues de la ville de Lokossa le samedi dernier. Par ailleurs, à Ouédème, les agents de la mairie ont fortement parti-

cipé au Jmes. On peut noter la présence du secrétaire générale, du chef d'arrondissement et plusieurs chefs de service. C'est dans ce cadre que le directeur départemental de l'Environnement et de l'Habitat (Ddehu) Mr Bernardin Cocou Kalkpo, en tête d'une forte délégation le samedi dernier a sillonné les différentes communes pour constater l'évolution effective des travaux sur le

terrain. A Houéyogbé, c'est le Groupement féminin Mawu Lolo qui s'engage pour l'assainissement qui a été délaissé par les autorités locales de la mairie. Par contre à Bopa, aucune manifestation ne s'organise dans le cadre de la Jmes, alors que la berge du lac Ahémé se trouve dans un état d'insalubrité.

G.N (Collaboration)

Conférence publique sur les télécommunications

Ldcb pour une bonne communication

La salle de conférence de la Ccib a servi de cadre pour la conférence sur les télécommunications organisée par la Ligue pour la défense du consommateur au Bénin (Ldcb) le mercredi 24 août dernier.

Opérateurs Csm, organisations, société civile... étaient nombreux à prendre part à la conférence sur les télécommunications au Bénin. L'objectif de la ligue est l'installation d'un organe de régulation pour la baisse des prix dans la communication. A l'issue des études faites dans le domaine, la communication publique est plus chère que celle privée. « Il faille alors doter le secteur

d'un organe de régulation », tel est le message de Romain Houéhou. A cet effet, les consommateurs sont mobilisés à travers la signature de pétitions et d'un batage médiatique. « Nous descendrons dans les rues si malgré ces efforts, le gouvernement reste ferme sur la décision », a ajouté le président. Les organisations et la société civile invitées pour défendre les consommateurs

ont affirmé leur attachement à la lutte de Romain Houéhou. Pour Martin Assogba, de l'Ong Alcrer, « il est temps d'assainir la télécommunication au Bénin ». L'installation de l'organe se fera d'ici la fin de l'année, a rappelé Houéhou, mais en attendant, les chiffres dans la communication passent à huit (8) le mois prochain.

Casimir Kpédjo (Stagiaire)